



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

machines et équipements

Question au Gouvernement n° 2917

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. André Gerin, pour le groupe communiste.

M. André Gerin. Monsieur le président, chers collègues, ma question s'adresse au ministre de l'économie et de l'industrie des finances.

L'électroménager connaît une période de croissance; or, il est menacé par des suppressions d'emplois et les fermetures d'usines. Tefal, Seb, Calor, Brandt, suivent l'exemple de Moulinex et privilégient une stratégie de fuite en avant. Sur l'ensemble du territoire national, le bilan en est catastrophique.

La logique du moindre coût, pilotée par la grande distribution, dont les acteurs sont devenus les donneurs d'ordre, est suicidaire. Le moindre coût est un leurre pour le client. Actuellement, par exemple, dans les magasins Carrefour, un micro-ondes importé de Chine est vendu moins de 400 francs. Qui le fabrique ? Des prisonniers, des enfants.

M. Thierry Mariani. Des communistes !

M. André Gerin. Et dans quelles conditions ?

Dans le secteur de l'électroménager, rechercher le moindre coût à tout prix, cela revient à amputer le malade d'une jambe en lui promettant qu'il pourra marcher demain. Il faut rompre avec la logique des plans sociaux. Il serait paradoxal que la France et l'Europe se laissent dépouiller, mutiler et amputer. Il s'agit de métiers d'avenir, car l'électroménager peut être un secteur d'excellence, créateur de valeur ajoutée si l'on parie sur le savoir-faire, la compétence et l'innovation, comme le font les Etats-Unis et le Japon.

C'est en cela que réside le défi. Le secteur de l'électroménager concerne non seulement des biens de consommation, mais aussi la santé, la chaîne alimentaire, la gastronomie, le traitement de l'eau, de l'air et des déchets. L'Etat peut jouer un rôle de rempart, endiguer la mondialisation ravageuse et dire non au «charcutage» des financiers, non aux suppressions d'emplois décidées par les actionnaires.

Monsieur le ministre, le Gouvernement est-il prêt à faire preuve de volontarisme politique et à indiquer aux banquiers d'autres critères que celui du moindre coût pour obtenir des programmes de relance ? C'est l'avenir de l'industrie de l'électroménager qui est en jeu. Le Gouvernement est-il prêt à intervenir, à ouvrir le débat, à organiser une consultation avec les salariés et les cadres dirigeants qui s'opposent à cette politique de la terre brûlée ?

M. Maurice Leroy. Non !

M. André Gerin. Le Gouvernement est-il prêt à rendre publique une étude sur la filière électroménager en France et en Europe ?

M. le président. Monsieur Gerin, le Gouvernement est prêt à vous répondre dès que vous aurez fini de poser votre question.

M. André Gerin. Je termine, monsieur le président.

Cette étude, commandée par le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, nous fournirait un exemple concret pour la bataille de l'ambition industrielle de la France. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie. Monsieur le député, la conjoncture internationale, c'est vrai, est difficile: les pays à bas salaires nous font une rude concurrence et les restructurations n'épargnent ni la

France ni d'autres pays européens. Toutefois, je suis entièrement d'accord avec vous («Ah !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants): il faut rompre avec cette logique des plans sociaux, car il n'y a pas de raison de désespérer de ce secteur, qui ne traverse aucune crise économique dans le monde. Le marché et la consommation des ménages sont en expansion en France et en Europe: 2 % de mieux en 1999, 3,5 % en 2000.

M. André Gerin. Exactement !

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. L'Union européenne est le deuxième producteur mondial d'électroménager, derrière l'Asie, certes, mais devant les Etats-Unis d'Amérique que vous venez de citer, et les entreprises françaises exportent près des trois quarts de leur production. Il est donc nécessaire de regrouper les forces et c'est ce que l'Etat souhaite faire. Nous accomplissons notre devoir en renforçant, dans cette filière, l'innovation, l'investissement, la montée en gamme, la formation des salariés et le recours aux technologies nouvelles de l'information et de la communication.

Je répondrai positivement aux questions plus précises que vous avez posées. Nous rencontrons régulièrement les salariés et je suis prêt à suivre votre suggestion de recevoir les confédérations pour engager une discussion et une consultation sur l'avenir de ce secteur. Voilà une première réponse positive.

M. Thierry Mariani. Et qui ne coûte pas cher !

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. D'autre part, le secrétariat d'Etat à l'industrie vient de réaliser une étude sur le petit électroménager en Europe. Nous sommes d'accord pour la rendre publique et pour en débattre.

Enfin, nous réaffirmons que nous luttons avec détermination contre l'exploitation du travail dans les pays sous-développés, notamment du travail des enfants.

Sur ces trois points, nous sommes en parfait accord: notre stratégie est offensive pour l'électroménager, en France et en Europe. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. André Gerin](#)

Circonscription : Rhône (14^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2917

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 juin 2001, page 4860

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 juin 2001